

*Les crédits*

La situation des jeunes Canadiens de ma circonscription s'en est trouvée aggravée.

Comme la Chambre ne siégeait pas vendredi, je suis allé dans ma circonscription et j'ai pu discuter avec de nombreux jeunes de la rareté des emplois d'été.

Samedi, je me suis rendu aux centres commerciaux de deux ou trois localités et j'ai évidemment été bombardé de questions de citoyens qui, au nom de leurs fils ou de leurs filles, me demandaient s'il existe des programmes spéciaux auxquels le gouvernement du Canada aurait consenti des fonds supplémentaires pour aider les jeunes à la recherche d'un emploi d'été. Souvent, l'emploi d'été aide le jeune à poursuivre des études postsecondaires ou à suivre, à l'automne, certains cours de formation.

Dans les faits, les perspectives sont toutefois inexistantes. Certes, il y en a dans certaines localités canadiennes, mais dans d'autres régions où la croissance économique est plus lente, il n'y en a tout simplement pas pour les jeunes.

Bon nombre d'entre eux, peut-être au vif dépit du ministre d'État aux Finances, travaillent très fort et avec assiduité pour dénicher de l'emploi, qu'il s'agisse d'un travail subventionné de six semaines ou d'un remplacement de dix semaines leur permettant d'amasser suffisamment d'argent pour poursuivre leurs études.

Mais ce n'est pas tout. Je veux vous faire part de ce qui se passe dans certaines parties de ma circonscription. Une jeune fille ayant obtenu son diplôme d'études secondaires avec des notes exceptionnelles a ensuite entrepris des études universitaires et a reçu plusieurs bourses. Ses parents ne sont pas membres du barreau ni du corps médical, mais des Canadiens de la classe moyenne.

Le gouvernement actuel a toutefois décidé d'imposer les bourses d'études.

• (1250)

Pour ceux qui suivent les débats de ce matin et de cet après-midi, je signale que l'imposition de la scolarité peut ne pas avoir de trop grandes conséquences dans l'ensemble, mais malgré tout, lorsqu'on se retrouve avec un revenu relativement fixe, après avoir tant travaillé pour obtenir un diplôme et monter les échelons professionnels, c'est dur de constater finalement qu'on est taxé parce qu'on a travaillé fort. Oui, les étudiants qui ont bien travaillé à l'université seront tout de même taxés.

Cette façon de voir les choses ne me semble pas très progressistes de la part du législateur.

Encore une fois, voilà un autre exemple de la façon d'agir du gouvernement à l'égard des jeunes et des possibilités qui leur sont offertes.

On a souvent mentionné à la Chambre qu'il y a beaucoup de barrières entre les provinces au Canada, mais dans bien des cas, lorsqu'un étudiant veut poursuivre ses études hors de sa province, il n'est pas admissible à une bourse.

Les députés se disent peut-être que ces étudiants pourraient bien rester dans leur province, où ils peuvent obtenir le même genre de diplôme qu'ailleurs au pays. Le fait est que dans bien des cas, le processus d'éducation passe par l'apprentissage non seulement des connaissances enseignées à l'université, mais aussi de la réalité culturelle et socio-économique d'une région particulière, et c'est ainsi que les étudiants choisissent d'aller à l'université McGill à Montréal, ou à l'université Laval. La députée a fait une remarque très méprisante sur un sujet que je crois être très important. Elle aura l'occasion de s'exprimer plus tard, et j'espère qu'elle aura la bonté de me laisser donner mon point de vue.

C'est un fait qu'il y a des milliers de jeunes Canadiens qui souhaitent faire des études universitaires à l'extérieur de leur province, et qui constatent alors que la bourse qu'ils pourraient obtenir serait limitée.

Ces deux facteurs, ajoutés aux faibles perspectives d'emploi pour les jeunes, rendent la situation encore moins encourageante. Je prie instamment le ministre responsable d'offrir le financement nécessaire pour aider les étudiants, en cette période importante et difficile, à se trouver des emplois enrichissants qui les aideront à poursuivre leur scolarité au niveau postsecondaire ainsi qu'à obtenir la formation générale et l'expérience qui leur permettra d'améliorer leur compétence professionnelle.

La situation est particulièrement difficile pour les jeunes qui ont terminé leurs études au Riverview High School ou au Glace Bay High School, ou encore au Breton Education Centre. C'est très, très difficile de leur dire de continuer quand ils ne peuvent même pas trouver un emploi d'été pour 10 ou 12 semaines. C'est évident que le gouvernement a l'obligation, dans le contexte politique actuel, de s'atteler à la tâche et de pondre des programmes créateurs et innovateurs destinés aux jeunes, non pas pour l'été prochain ou le suivant, mais pour cet été.